

**COMPRENDRE LE FASCISME**

**POUR MIEUX LE COMBATTRE**



**A2C**  
POUR L'AUTONOMIE DE CLASSE

# S O M M A I R E

LE TEMPS EST COMPTÉ,  
IL Y A UN DANGER FASCISTE

PAR A2C ..... PAGE 3

QU'EST-CE QUE LE FASCISME ?

PAR VANINA GIUDICELLI ..... PAGE 5

LES DANGERS DE LA DÉDIABOLISATION

PAR JIM WOLFREYS ..... PAGE 14

QUOI QU'IL ARRIVE, LE DANGER FASCISTE  
SERA TOUJOURS LÀ AU SOIR DU 7 MAI

PAR DENIS GODARD ..... PAGE 21

# LE TEMPS EST COMPTÉ, IL Y A UN DANGER FASCISTE

LE FASCISME VIENT. IL N'EST PAS AUTRE CHOSE QUE LE CAPITALISME, L'EXPLOITATION DE CLASSE, LA DOMINATION DE L'ÉTAT. MAIS IL N'EST PAS SEULEMENT UNE FORME PLUS DURE, PLUS RACISTE ET PLUS POLICIÈRE DU POUVOIR. IL EST L'ÉCRASEMENT VIOLENT DE TOUTE POSSIBILITÉ DE MENER NOS LUTTES.

**P**our qu'il arrive au pouvoir il faut au moins deux conditions :

- **Une crise du capitalisme**, à la fois économique et politique qui exclut tout « règlement » pacifique des contradictions sociales dans le cadre de la démocratie parlementaire.

- **Un parti de masse**, se construisant de manière en partie autonome du Capital, capable d'encadrer et discipliner, idéologiquement et physiquement la société et susceptible d'apparaître finalement comme un recours pour une fraction significative du Capital.

La campagne présidentielle et le résultat du premier tour ont encore illustré la progression du danger fasciste en France sur ces deux points :

- **Crise profonde des partis parlementaires** au bénéfice de « mouvements » au service d'un sauveur dans un contexte de montée du nationalisme, du racisme, de l'État policier et de renforcement du militarisme. Macron c'est

un pouvoir instable qui promet déjà de gouverner par ordonnances pour aggraver encore la loi Travail, supprimer 120 000 emplois dans le public, créer de nouvelles prisons et renforcer la police.

- **Progression telle du Front national que son arrivée au second tour de l'élection présidentielle apparaît comme « normale »**. Marine Le Pen c'est des millions de voix supplémentaires pour le FN, des flics qui se lâchent, le racisme qui se déchaîne, une implantation qui se développe au sein même de l'appareil d'État.

**Rien n'est écrit. Les confrontations sont encore à venir. Le fascisme n'a pas encore gagné. Mais le temps est désormais compté.**

**Alors lutter contre le fascisme c'est combattre les deux fronts sur lesquels il avance.**

**Combattre le renforcement de l'État policier, du racisme, du militarisme, de la domination du**



**Capital sur nos vies.** C'est combattre Macron sans concession. Macron c'est la démonstration qu'il n'y a pas d'alternative au fascisme dans les urnes. Les confrontations à venir se construisent dans nos quartiers et dans nos lieux de travail.

Et c'est aussi, à partir de ces mêmes lieux, **se donner comme objectif urgent et vital de détruire toute possibilité de construction d'un parti fasciste**, c'est empêcher le développement du Front national et de ses satellites.

**Avant le second tour comme au moment des législatives :**

– **Pas une voix pour le FN!** Car chaque voix de plus pour le FN c'est un pas de plus vers la légitimité d'un parti fasciste, un pas de plus franchi vers des formes de mobilisation extra-institutionnelles contre les migrantEs, les « étrangerEs », les musulmanEs, les « déviantEs », les « rouges ». C'est plus de confiance pour

les flics. Un pas de plus pour que le FN apparaisse comme un recours.

– **Pas une affiche du FN intacte sur nos murs**, pas une diffusion de tracts dans nos quartiers, pas un rassemblement, un meeting sans mobilisation.

**La démocratie parlementaire est en train de se vider de tout contenu.**

Comme disait Daniel Guérin en 1936, ses « bonimenteurs se cramponnent à la planche pourrie de la "démocratie" bourgeoise et font risette aux groupes capitalistes les "moins réactionnaires" pour se préserver des "plus réactionnaires". Ils attendent leur salut d'un Giolitti ou d'un Brüning qui, finalement, les livrera, pieds et poings liés à un Mussolini ou à un Hitler. S'ils ont le goût du suicide, c'est leur affaire. Entre fascisme et socialisme, les autres, ceux qui veulent vivre, ont fait leur choix. »

**A2C**

# QU'EST-CE QUE LE FASCISME ?

EN PRÉALABLE, IL FAUT INDIQUER QUE SI L'OBJET DE CET ARTICLE N'EST PAS D'ANALYSER LE FRONT NATIONAL, IL N'EST POUR AUTANT PAS DÉTACHÉ DE CETTE PRÉOCCUPATION. L'ESSENTIEL DES ARGUMENTS DÉVELOPPÉS ICI RENVOIE À DES DISCUSSIONS, SOUVENT POLÉMIQUES DANS LES MILIEUX MILITANTS, CONCERNANT LES MOYENS DE LUTTE CONTRE CE PARTI, PUISQUE LES STRATÉGIES POUR LE COMBATTRE DÉCOULENT DE L'ANALYSE QUI EN EST FAITE. PAR COMPROMIS, LES CADRES EXISTANT ACTUELLEMENT UTILISENT LA FORMULE D'UN PARTI PAS COMME LES AUTRES. CELA A L'AVANTAGE DE TENTER DE RASSEMBLER CELLES ET CEUX QUI PENSENT NÉCESSAIRES D'AGIR CONTRE LUI, MAIS PAS CELUI DE CHERCHER À S'ACCORDER SUR LES MOYENS DE L'AFFRONTER.

Il n'est pas inutile de rappeler l'imposture intellectuelle que représente en France l'abandon de la caractérisation du Front national comme fasciste, sans analyse sérieuse des évolutions de ce parti comme des courants historiques ainsi dénommés. Des années 1920 jusque dans les années 1950 environ, la question du fascisme est analysée par des militants marxistes qui cherchent à le combattre. Pour différentes raisons, le débat se déplace ensuite progressivement des sphères militantes vers les cercles institutionnels, académiques et médiatiques, devient un champ d'expertise, ce qui n'est pas anodin pour comprendre où nous en sommes aujourd'hui. Dans les années 1950 émergent des théories issues de recherches en sciences sociales. Est

remise en cause l'idée qu'il serait possible de produire une théorie dite globalisante ou générique du fascisme, c'est-à-dire une analyse qui cherche à appréhender ce phénomène au-delà des particularités nationales. D'autres axes de réflexion sont explorés. Parmi eux, il faut souligner les répercussions importantes des analyses de la philosophe Hannah Arendt sur le totalitarisme (rappelons qu'elle y inclut le nazisme et le stalinisme, mais pas le fascisme italien) ou celles de l'historien et politologue René Rémond sur les droites (selon lesquelles le fascisme n'a jamais vraiment existé en France). Durant les années 1980 s'opère un basculement qui impactera durablement les conceptions communément admises du fascisme et

les analyses des mouvements politiques actuels. Deux événements, l'un dans le champ académique, l'un sur la scène politique, vont en effet susciter la réémergence du débat. Le premier, c'est la parution en 1983 de l'ouvrage de Zeev Sternhell *Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, dans lequel l'auteur défend l'idée que le fascisme puise ses origines dans des formations politiques françaises de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. De nombreux historiens du monde contemporain, la plupart se situant dans la filiation de René Rémond, vont contester de façon virulente cette thèse. Le second, c'est la percée électorale du Front national à Dreux en 1983, puis aux élections législatives de 1986 avec l'entrée de 35 députés frontistes au Parlement. Les experts sont sollicités sur la scène médiatique pour analyser le développement politique de ce parti. Un consensus s'opère alors entre les historiens du monde contemporain et des politologues en grande partie liés au CEVIPOF (Centre de recherches de Sciences Po) pour disqualifier l'idée selon laquelle il représente un danger fasciste. Ils s'accordent sur la caractérisation que propose P.A. Taguieff, d'un parti « national-populiste », consensus qui s'est, faut-il le préciser, renforcé avec le temps pour s'établir comme position majoritaire, y compris dans les milieux militants.

*Qui sont donc les fascistes ? Y a-t-il aujourd'hui un danger fasciste ? Cet article se propose de répondre à ces deux questions.*

Souvent, le critère utilisé fait référence aux discours ou aux programmes (sécuritaire, raciste, liberticide, etc.) ou à un rapport particulier aux institutions et à la rue (notamment l'utilisation de la violence). Ce « minimum fasciste » sera ici contesté, en s'appuyant pour ce faire sur l'ouvrage de l'historien américain Robert O. Paxton, *Le*

*fascisme en action*. Il y développe notamment l'analyse selon laquelle contrairement aux autres courants politiques, aux autres « ismes » (le socialisme, courant défendant les intérêts de la classe ouvrière, le libéralisme et le conservatisme, courants correspondant à ceux de la bourgeoisie), le fascisme ne repose pas d'abord sur un socle théorique ou stratégique bien délimités. Mettre l'idéologie ou les discours au centre de l'analyse des mouvements fascistes est donc une erreur qui fige ce courant alors qu'il s'appréhende mieux à partir de sa dynamique. Ce qu'il a fait étant au moins aussi important que ce qu'il a proclamé, Paxton propose d'avoir une approche fonctionnelle du fascisme, c'est-à-dire de l'aborder à partir de ce à quoi ce courant politique a servi, les intérêts qu'il a défendus.

---

## QU'EST-CE QUE LE FASCISME ?

---

Nous nous appuyerons dans cette partie sur les analyses de trois dirigeants révolutionnaires marxistes contemporains de l'époque du fascisme italien des années 1920 et du nazisme allemand des années 1930 : Daniel Guérin, Léon Trotsky et Antonio Gramsci. Leurs analyses convergent sur trois aspects fondamentaux.

Jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, personne n'envisage la possibilité du fascisme, dans ses caractéristiques particulières. Ainsi, Friedrich Engels écrit en 1895 : « Si [le vote socialiste croissant] continue de cette façon, à la fin du siècle, nous aurons acquis la majeure partie de la couche intermédiaire de la société, les petits-bourgeois, et les paysans, et serons devenus le pouvoir décisif de ce pays ». Engels est évidemment conscient que cela ne se ferait pas sans réaction de la bourgeoisie, ce que les marxistes ont l'habitude d'appeler

une réaction contre-révolutionnaire : « *Il ne leur restera [aux conservateurs] rien d'autre à faire qu'à briser eux-mêmes cette légalité* ». Ce que les marxistes de l'époque n'ont alors pas envisagé, c'est la possibilité que ce mouvement contre-révolutionnaire puisse être porté par l'enthousiasme populaire. C'est pourtant ce qu'il se produit une génération plus tard, dès les années 1920.

---

### UN MOUVEMENT DE MASSE...

---

La première caractéristique du fascisme est donc d'avoir construit un mouvement de masse. Pas simplement en termes d'adhérents – le parti fasciste italien compte 400 000 membres pour 38 millions d'habitants en 1922, le NSPAD allemand 1 million de membres pour 65 millions d'habitants en 1933 – comme peuvent le faire les partis traditionnels libéraux ou conservateurs. Car si ceux-ci s'appuient sur les leviers idéologiques ou institutionnels traditionnels du capitalisme qui poussent à la passivité de la population (comme l'école, les médias, l'Église, l'État, la police, l'armée), le fascisme cherche à l'enrôler, la galvaniser et la discipliner, notamment par le biais des structures parallèles qu'il construit.

---

### ... DE LA PETITE BOURGEOISIE...

---

La deuxième caractéristique est que ce mouvement de masse a son centre de gravité au sein de la petite bourgeoisie. Antonio Gramsci indique par exemple que : « *La caractéristique du fascisme consiste en ce qu'il est parvenu à constituer une organisation de masse de la petite bourgeoisie. C'est la première fois dans l'histoire qu'une chose pareille se produit. L'originalité du fascisme réside en ce qu'il*

*a trouvé une forme d'organisation adaptée à une classe sociale qui a toujours été incapable d'avoir une unité et une idéologie unitaire : cette forme d'organisation est celle de l'armée en campagne* ».

Cela ne remet pas en question l'idée que les formations fascistes ont pu être des « attrape-tout », c'est-à-dire attirer dans leurs rangs ou leur périphérie des personnes issues d'autres classes sociales. Plus un mouvement fasciste devient important, plus il est susceptible de recruter des sections de la classe ouvrière et d'obtenir le soutien de sections de la classe dirigeante. Mais cela pointe ce qu'est le cœur sociologique de ces partis.

Ce caractère petit bourgeois du fascisme est un élément essentiel pour comprendre le fascisme et son lien avec les autres classes sociales. Daniel Guérin fait remarquer que la tradition marxiste avait à tort pronostiqué la disparition de cette catégorie sociale, prise en étau entre les deux grandes classes qui s'affrontent, les capitalistes et les prolétaires. Or, non seulement la petite bourgeoisie (les petits artisans, commerçants, professions libérales, travailleurs indépendants, etc., qui possèdent leurs moyens de production mais ne font pas le poids dans la concurrence capitaliste) arrive à se maintenir dans le développement du capitalisme, mais il faut y ajouter le développement des classes moyennes, qui sont dépendantes économiquement des capitalistes, mais exercent des fonctions dirigeantes au sein des entreprises ou des administrations et se considèrent « *comme étant au-dessus du prolétariat* ».

Prise en étau, cette classe sociale occupe une position contradictoire dans la société. Quand le capitalisme est relativement stable, elle a tendance à osciller entre les orientations proposées par les partis capitalistes et ceux représentant la

classe ouvrière. Mais pendant les périodes de crise économique extrême, elle peut chercher à créer son propre mouvement, un mouvement de désespoir. C'est ce qu'exprime Léon Trotsky dans cette formule : « *le fascisme en tant que mouvement de masse est le parti du désespoir contre-révolutionnaire* ».

---

### ... AUTONOME DE L'ÉTAT ET DE LA BOURGEOISIE

---

La troisième caractéristique est sans doute celle qui a été le plus contestée parmi les marxistes : l'autonomie du fascisme vis-à-vis de l'État et de la bourgeoisie.

Le IV<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste (IC) s'ouvre en 1922, une semaine après la Marche sur Rome. La position sur le fascisme de Karl Radek (un des dirigeants du Komintern), objet à l'époque de plusieurs critiques, devient la position officielle. Les textes de ce congrès mettent en avant la singularité du phénomène fasciste, en ce qu'il essaie « *par une démagogie sociale de se créer une base dans les masses, dans la classe paysanne, dans la petite bourgeoisie et même dans certaines parties du prolétariat* », et analysent sa finalité comme « *une offensive du capital* », « *son aile la plus énergique* », qui, en constituant « *des organisations de combat strictement contre-révolutionnaires* », sert à « *écraser les tentatives du prolétariat pour améliorer sa situation* ». Cette caractérisation du fascisme comme « offensive du capital » sera par la suite banalisée pour devenir, lors du VI<sup>e</sup> congrès, en 1928, le premier de l'ère stalinienne, « *à côté de la social-démocratie* », un outil aux mains de la bourgeoisie pour « *ralentir la marche ascendante de la révolution* », assurer « *la destruction de l'avant-garde ouvrière révolutionnaire* ». Après l'accession au

pouvoir de Hitler en 1933, la conception de Dimitrov est validée lors du VII<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste en 1935 : « *le fascisme est la dictature terroriste ouverte des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins, les plus impérialistes du capital financier* ».

Les arguments de ceux qui avaient insisté sur la force du fascisme en tant que mouvement autonome ont été mis de côté au profit d'une analyse qui n'y voit plus qu'une création du grand capital. Cette approche du fascisme, est une erreur que ne font ni D. Guérin, ni L. Trotsky, ni A. Gramsci. Mais elle a toujours pourtant autant d'adeptes, à commencer par celles et ceux qui expliquent qu'il n'y a de danger fasciste que lorsque la classe dirigeante y voit un intérêt, occultant un aspect essentiel : les fascistes construisent leur mouvement indépendamment de la volonté de l'État ou de la bourgeoisie. Cela mérite donc de développer.

L'utilisation du fascisme par la bourgeoisie repose sur des faits incontestables. Si on démarre par la fin, il est vrai que des partis fascistes ont pu accéder au pouvoir parce que la classe dirigeante leur en ont donné la possibilité. Ainsi, en Italie, c'est le 30 octobre 1922 que Mussolini se voit proposer le poste de Premier ministre par le roi Victor Emmanuel III à la suite de la Marche sur Rome. Si les chiffres des participants à cette Marche sont variables, de sérieuses études historiques ont montré que seulement 9 000 Chemises noires ont participé, ce qui semble particulièrement faible pour réussir un imposeur un putsch à la classe dirigeante ! Lorsqu'il se présente pour la première fois à des élections, pour un poste de député à Milan en novembre 1919, Mussolini ne recueille que 1,52 % des voix. Le 15 mai 1921, les dernières élections parlementaires libres, les fascistes emportent 35 sièges

sur 535. En Allemagne, Hitler, inspiré par Mussolini, appelle également à une Marche le 8 novembre 1923. Mais il se fera arrêté et emprisonné, et décide alors de changer de tactique et de concentrer sur la participation aux élections. Si en 1929, le NSDAP est placé au 9<sup>e</sup> rang des résultats, il devient le parti le plus important à partir de 1932. Mais il n'obtient jamais la majorité absolue. Aux élections parlementaires du 31 juillet 1932, le score du NSPAD est de 37,2 % des votants. Et alors que le 6 novembre, il retombe à 33,1 %, le Président Hindenburg nomme Hitler chancelier le 30 janvier 1933. À noter que même après cela, Hitler, qui décide d'asseoir sa légitimité sur de nouvelles élections, n'obtient toujours pas de majorité absolue (43,9 % des voix), malgré la terreur exercée par 400 000 SA sur les habitants.

Si la classe dirigeante a bel et bien fait appel aux fascistes, car elle estimait que c'était le moyen de garder le pouvoir, elle ne les a jamais contrôlés. A. Gramsci explique, à propos de la bourgeoisie italienne, que : *« À la base de tout, il y a le problème même du fascisme, mouvement qui dans l'idée de la bourgeoisie ne devait être entre ses mains qu'un "instrument" de réaction et qui, au contraire, une fois évoqué et déchainé est pire que le diable, et ne se laisse plus dominer, mais avance pour son propre compte »*. Pour l'Allemagne, Léon Trotsky, moins de six mois avant l'accession de Hitler au pouvoir, pointe le fait que *« les barons, les magnats du capital, les banquiers tentent, au travers du gouvernement Papen, de garantir leur situation et leurs affaires au moyen de la police et de l'armée régulière. L'idée de transmettre tout le pouvoir à Hitler, qui s'appuie sur les bandes avides et déchainées de la petite bourgeoisie, ne leur sourit pas du tout »*.

Si les partis fascistes n'ont pas pu prendre le pouvoir sans le soutien politique et financier de fractions de la classe dirigeante (Hitler a été financé par le chef d'entreprise Fritz Thyssen et d'autres sections du capitalisme allemand, Mussolini soutenu par les frères Pirelli et d'autres industriels), les analyses de D. Guérin sur le nazisme allemand et celles d'A. Gramsci pour le fascisme italien montrent qu'on ne peut pas considérer la bourgeoisie comme un bloc homogène dans son attitude face au phénomène fasciste, contrairement à la vision dominante dans l'Internationale communiste. Ils ont mis en relief la nécessité de distinguer entre les différentes formes du capital, et pointent que c'est le capital productif (industriel) qui a le plus intérêt au fascisme. En ayant un ancrage national plus fort, il a un besoin plus important d'une intervention étatique coercitive, à l'intérieur des frontières contre la classe ouvrière comme à l'extérieur contre les pays détenteurs des matières premières nécessaires, afin de maintenir son taux de profit. Lorsque l'État bourgeois atteint ses limites pour réaliser cela, le fascisme, avec ses milices armées et ses velléités expansionnistes, lui apparaît comme une alternative. D'où le soutien financier à des partis qui peuvent lui garantir cela.

Pour préciser encore, il faut noter que ce choix n'est pas non plus unanime parmi les capitalistes industriels. L'historien américain Robert Paxton montre que ces cas sont en réalité exceptionnels, et donc loin de la thèse selon laquelle le fascisme serait une sorte d'armée privée du grand capital industriel :

*« L'examen détaillé des archives de l'industrie montre que la plupart des hommes d'affaires allemands, prudents, contribuèrent à toutes les formations politiques non socialistes ayant la moindre chance*

*de barrer la route aux marxistes. S'il est vrai que certaines entreprises allemandes ont alimenté les caisses des nazis, elles ont toujours donné davantage d'argent aux partis conservateurs traditionnels. Leur homme politique préféré était Von Papen.»*

Paxton résume ainsi le positionnement des capitalistes : « *ceux qui se sont retrouvés alliés du fascisme ont fait des choix qui ne sont pas nécessairement leurs options préférées, en procédant, de choix au choix, le long d'un chemin de rétrécissement des options. À chaque bifurcation de la route, ils choisissent la solution anti-socialiste.* ». En fait, les rapports des capitalistes avec les fascistes ont été faits historiquement d'arrangements, de collusion, mais aussi d'oppositions. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre le caractère autonome du fascisme vis-à-vis de la bourgeoisie. Les fascistes rejettent l'idée que les forces économiques sont le moteur de l'histoire. Ils mobilisent autour de la « nation », de la « patrie », en tentant de rassembler contre les éléments « extérieurs » à la communauté, que ce soit en termes de frontières, d'origine, de culture, de religion (chaque culture nationale procurant l'identité de cet ennemi). C'est pourquoi ils ont pu à la fois constituer des milices contre les organisations ouvrières jugées ennemies d'un ordre stable, et qu'en plusieurs occasions, ils ont également soutenu des grèves de travailleurs contre la bourgeoisie. Ce n'est pas l'exploitation qui leur pose problème, mais une bourgeoisie jugée trop faible ou individualiste. Cette approche permet de comprendre que les fascistes s'adressent « à ceux d'en bas » avec un discours radical, sans compromettre pour autant les intérêts de « ceux d'en haut », en assumant souvent un positionnement politique « ni droite ni gauche ».

---

## EXISTE-T-IL UN DANGER FASCISTE AUJOURD'HUI ?

---

Deux conditions semblent déterminantes à la possibilité d'un retour du fascisme au pouvoir : la première, c'est qu'un pays se retrouve dans une situation de crise économique, doublée d'une crise politique, auxquelles les institutions en place semblent manifestement ne pouvoir apporter aucune solution. La seconde est que les partis fascistes ont à ce moment-là déjà acquis une influence majeure sur la scène politique, et démontré leur capacité de représenter une alternative à toutes les ressources existantes pour la bourgeoisie dans la société capitaliste, aussi bien en termes idéologiques que coercitifs.

Paxton écrit :

*« Les bonnes questions à se poser au sujet des néofascismes ou protofascismes d'aujourd'hui sont celles qui concernent la deuxième et la troisième phase du cycle fasciste. S'ancrent-ils comme partis représentants des intérêts et des opinions essentiels et exerçant une influence majeure sur la scène politique ? Avons-nous affaire à une crise économique, une impasse politique ou une humiliation nationale à laquelle les autorités en place ne peuvent apparemment pas apporter de solution ? Une mobilisation politique rapide menace-t-elle d'échapper au contrôle des élites traditionnelles, au point que celles-ci seraient tentées de chercher main-forte auprès de ces mouvements afin de rester au pouvoir ?*

*C'est en répondant à des questions de ce type, fondées sur une compréhension historique appropriée des processus à l'œuvre dans les fascismes passés, et non pas en vérifiant la couleur des chemises ou en pointant les traces de la rhétorique des dissidents national-sindicalistes*

du début du *xx<sup>e</sup>* siècle, que nous pourrions peut-être reconnaître les équivalents fonctionnels du fascisme de notre époque. »

---

## À PROPOS DE LA CRISE

---

Sur le plan économique, il faut regarder l'état du capitalisme dans des périodes données tout autant que la trajectoire des différentes bourgeoisies dans la compétition internationale. Ainsi, l'Italie s'est engagée dans un rattrapage industriel dans les années 1890, et l'Allemagne est la dernière grande puissance à s'être industrialisée (après les années 1860). Le besoin d'une compétitivité renforcée et de débouchés que, contrairement à d'autres pays détenteurs de colonies, ils n'avaient pas, sont des éléments centraux pour comprendre pourquoi les élites traditionnelles ont été « tentées de chercher main-forte auprès de ces mouvements ». Comme l'explique Daniel Guérin, ce sont les contradictions internes à la classe dirigeante plus que la nécessité de combattre par des moyens radicaux la possibilité d'une révolution prolétarienne, comme le laisse entendre l'analyse stalinienne, qui fondent le recours au fascisme :

*« Les possédants, certes, ont peur de la révolution et ils subventionnent des bandes de nervis pour tenir en respect les ouvriers. Mais ce n'est pas pour étouffer la révolution qu'ils se décident à confier au fascisme le pouvoir. Ni en Italie ni en Allemagne il n'y a de péril révolutionnaire immédiat au moment où le fascisme prend possession de l'État. Ils recourent à la solution fasciste pour se protéger moins contre les troubles de la rue que contre les troubles de leur propre système économique. Le mal*

*qu'il s'agit de conjurer est davantage au-dedans qu'au-dehors. »*

Sur le plan politique, l'impasse s'est caractérisée par l'incapacité à prendre des mesures décisives en faveur de l'une ou l'autre des classes sociales antagonistes. Ainsi, en Italie, le relatif équilibre des forces en présence conduit à l'absence de réel gouvernement depuis février 1922. 1/3 du Parlement est composé de députés du Parti socialiste italien qui se dit révolutionnaire, 1/3 du parti catholique (démocrates), et 1/3 des libéraux et conservateurs, qui feront le choix d'intégrer les fascistes dans un bloc national pour obtenir une majorité. En Allemagne, le système constitutionnel de la république de Weimar ne fonctionne pas, si bien qu'après la crise de 1929, il n'existe aucune majorité capable de se dégager pour prendre des mesures face à la crise. Le centre s'amenuise au profit des communistes et des nazis. Paxton écrit ainsi :

*« À travers toutes ses phases, le fascisme promet de remplir des fonctions que ni les conservateurs, ni les libéraux, ni les socialistes ne peuvent remplir : imposer l'unité, l'énergie et la pureté, par la force si besoin est, aux communautés redoutant la division, le déclin et l'influence étrangère. Il promet de réparer le mal prétendument fait par le libéralisme et la démocratie, et de prévenir le mal pire encore présagé par le socialisme, en recourant à des niveaux de propagande, de pression sur la communauté, de force et de violence que les conservateurs traditionnels sont incapables d'atteindre, parce qu'ils n'entretiennent aucun rapport avec des partisans qu'ils puissent mobiliser en masse. Il n'admet aucune limite légale ni morale à ce qu'il accomplira pour faire prévaloir sa communauté. »*

C'est la place ici d'évoquer davantage la façon dont les mouvements fascistes italiens et allemands se sont construits.

À la fin de son ouvrage, après une étude détaillée des processus historiques de développement de ces mouvements, Paxton se risque à une définition, « *même si nous savons qu'aucune définition ne le contiendra mieux qu'une photo contient une personne* », le fascisme est :

*« une forme de comportement politique marquée au coin d'une préoccupation obsessionnelle pour le déclin de la société, pour son humiliation et sa victimisation, pour les cultes compensatoires de l'unité, de l'énergie et de la pureté ; ses militants, des nationalistes convaincus encadrés par un parti fondé sur la masse, collaborent de manière souvent rugueuse mais efficace avec les élites traditionnelles ; le parti abandonne les libertés démocratiques et poursuit, par une politique de violence rédemptrice et en l'absence de contraintes éthiques ou légales, un double objectif de nettoyage interne et d'expansion externe. »*

Pour rendre compte des contradictions apparentes au niveau du programme, des méthodes, et des alliances mis en œuvre, Paxton propose d'examiner le fascisme selon un cycle en 5 étapes, parce que « *les instruments conceptuels valable pour une étape ne seront pas forcément aussi efficaces pour les autres* » : 1/ la création des mouvements ; 2/ leur enracinement dans le système politique ; 3/ la manière dont ils ont pris le pouvoir ; 4/ la manière dont ils l'ont exercé ; 5/ leur durée dans le temps, radicalisation ou entropie.

Cela lui permet par exemple d'identifier que « *si les idées importent dans le fascisme* », « *elles importent davantage*

*à certaines phases qu'à d'autres* » (en l'occurrence, davantage dans la première et la dernière phase que dans les périodes intermédiaires) ou, lorsqu'il observe l'enracinement des organisations fascistes (la phase 2), de constater que « *le fait de devenir un acteur politique de premier plan implique inévitablement la perte de partisans et l'adhésion de nouveaux* ». C'est ce qu'il est fondamental d'intégrer lorsque l'on veut comparer des courants actuels aux fascismes passés : les programmes, les stratégies, leur composition et les alliances nouées par ces partis ont évolué tout au long de leur développement. Les choix pragmatiques de Hitler et Mussolini furent surtout guidés par leur détermination à accéder au pouvoir.

Ainsi, au niveau programmatique, les Fasci de Mussolini ou le NSDAP de Hitler n'ont pas hésité à faire évoluer leurs revendications à mesure de leur développement. Par exemple, Angelo Tasca, le journaliste communiste italien, fait remarquer qu'à la fondation du « Fasci du Combattimento » (Fraternités de combat), le programme avait un contenu radical (il réclamait entre autres le suffrage universel à la proportionnelle avec droit de vote des femmes, la journée de travail de 8 heures, un salaire minimum et la retraite à 55 ans, l'expropriation partielle de toutes sortes de richesses grâce à un impôt lourd et progressif). Mais quelques mois plus tard, « *lors du premier congrès véritable des faisceaux, qui se tient à Florence en octobre* », « *tout est annulé par cette formule que Mussolini y prononce : "Nous les fascistes, nous n'avons pas de doctrine préétablie : notre doctrine, c'est le fait"* » Aucun des éléments du programme ne sera appliqué une fois les fascistes au pouvoir. En 1919, Mussolini, qui se dit athée, réclame la confiscation de tous les biens de l'Église, mais en 1921 il déclare

que le catholicisme représente « *la tradition latine et impériale de Rome* ». Etc. En Allemagne, « *les nazis s'arrangeaient pour promettre quelque chose à tout le monde. Ils furent le premier parti (...) à cibler différentes professions par des promesses sur mesure, sans se soucier de savoir si les unes ne contredisaient pas les autres* ».

De la même façon, il est impossible d'attribuer aux fascistes des modes d'action ou une stratégie uniques. Ainsi, le fascisme italien, qui est entré dans l'histoire par un acte de violence (le 15 avril 1919, un groupe d'amis de Mussolini détruisent les presses et le matériel d'un journal socialiste, faisant 4 morts et 39 blessés), a toujours combiné ce type d'actions avec la construction d'une organisation politique nationaliste « respectable ». Actions violentes et processus électoraux étaient considérés comme des tactiques complémentaires.

A. Gramsci parle ainsi de « *deux fascismes* » en tension. Le premier est lié à des noyaux ruraux qui utilisent l'action armée directe contre les paysans pauvres. Le second aux noyaux petits bourgeois urbains, il est représenté par Mussolini qui a une stratégie essentiellement parlementaire et collaborationniste. Lorsque 35 députés fascistes, dont Mussolini, sont élus au Parlement suite aux élections de mai 1921, celui-ci a « *commencé à voir un danger dans la tactique exclusivement négative des Fasci des zones agricoles* », car « *la violence, en dégénéralant, a fini par créer dans les couches moyennes et populaires un sentiment d'hostilité générale du fascisme* ». Les mêmes tensions existent dans le développement du NSDAP en Allemagne. La défaite cuisante de la tentative de prise du pouvoir en 1923, avec le « Putsch de la Brasserie » de 1923, conduit Hitler à revoir sa stratégie, en la

tournant vers la participation électorale. Il y a eu des conflits internes importants chaque fois que Hitler faisait des compromis pour accéder au pouvoir. En 1931 par exemple, il interdit les violences de rue, et le refus de lui obéir le conduit à une purge de 500 SA parmi les plus radicaux. Goering dira cette même année : « *Nous voulons prendre le pouvoir légalement. Mais ce que nous ferons de ce pouvoir, quand nous l'aurons, c'est notre affaire* ». On connaît le résultat.

### VANINA GIUDICELLI, LE 17 AVRIL 2017

#### Bibliographie

- COLLOVALD, Annie. (2004). *Le "Populisme du FN". Un dangereux contresens*. Paris : Éditions du Croquant. 255 p.
- GRAMSCI, Antonio. « La crise italienne ». *L'Ordine Nuovo*, 1<sup>er</sup> septembre 1924.
- GRAMSCI, Antonio. *Écrits politiques. III. 1923-1926*. Paris : Éditions Gallimard, 1980, 442 pages.
- GRAMSCI, Antonio. « Les deux fascismes ». *L'Ordine Nuovo*. 25 août 1921.
- GUÉRIN, Daniel. (2001 [1936]). Sur le fascisme : *La peste brune. Fascisme et grand capital*. Paris : La Découverte. 468 p.
- PAXTON, Robert O. (2004). *Le fascisme en action*. Paris : Seuil. 439 p.
- PAXTON, Robert O. (2003). « Les cinq phases du fascisme. » Dans *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, de Michel DOBRY (dir.). Paris : Albin Michel. p. 323-359.
- TROTSKY, Léon. (1993 [1930-1933]). *Comment vaincre le fascisme (Écrits sur l'Allemagne 1930-1933)*. Paris : Les éditions de la Passion. 240 p.
- GRAMSCI, Antonio. « La crise italienne ». *L'Ordine Nuovo*, 1<sup>er</sup> septembre 1924.
- GRAMSCI, Antonio. « Les deux fascismes ». *L'Ordine Nuovo*. 25 août.
- GRAMSCI, Antonio. *Écrits politiques. III. 1923-1926*. Paris : Éditions Gallimard, 1980, 442 pages.
- GRAMSCI, Antonio. « Les deux fascismes ». *L'Ordine Nuovo*. 25 août 1921.

# LES DANGERS DE LA DÉDIABOLISATION

LA NOUVELLE IMAGE DU FN NE SIGNIFIE PAS QUE LE PARTI D'EXTRÊME DROITE A OPÉRÉ UN REVIREMENT – CELA SIGNIFIE QUE LES COURANTS DOMINANTS ONT ACCEPTÉ SON PROGRAMME.

Quasiment tous les articles sur le Front national (FN) de Marine Le Pen font référence à la dédiabolisation supposée de son parti. Cette stratégie de « dé-diabolisation » cherche davantage à neutraliser les attaques contre ce parti qu'à purifier l'organisation. Nous avons entendu tant et plus le récit médiatique de cette dédiabolisation : un groupe marginal a mis de l'ordre dans ses affaires et pris sa place dans le paysage politique, devenant un parti comme n'importe quel autre. La presse libérale s'est racontée cette histoire pendant des années, relayant sans discernement les affirmations selon lesquelles le FN s'est débarrassé des « racistes épidermiques », dressant des profils flatteurs des figures dirigeantes du parti, et imaginant que Marine Le Pen a pris une position de principe contre l'antisémitisme de son père Jean-Marie. Un article récent a décrit sa nièce profondément homophobe et raciste, Marion Maréchal-Le Pen, comme une « *star politique. Belle et ardemment catholique* ». D'innombrables reportages décrivent les désaccords entre Marine et son père, mais très peu mentionnent le fait que ce dernier lui a prêté de 6 millions d'euros pour financer sa campagne présidentielle.

La récente déclaration de Le Pen selon laquelle la France n'a eu aucune responsabilité dans la rafle du Vel d'Hiv de plus de

treize mille juifs en 1942 devrait rappeler à toutes celles et ceux qui prennent cette prétendue dédiabolisation au pied de la lettre que lorsqu'il s'agit du FN, les apparences sont trompeuses. Les hommes, femmes et enfants enfermés au Vélodrome d'Hiver ont été envoyés dans des camps d'internement français et ensuite à Auschwitz. Cette rafle est un exemple parmi d'autres de l'engagement actif du régime collaborationniste de Vichy dans l'Holocauste, qui s'est construit sur une longue tradition d'antisémitisme de l'extrême droite organisée en France. Il a mené à la déportation d'environ soixante-seize mille juifs. C'est la police et les fonctionnaires français qui ont réalisé la rafle, aidés par les membres du Parti populaire français (PPF) fasciste. L'État a refusé de la reconnaître comme un crime français pendant plus de cinquante ans, quand en 1995 le président Chirac a admis la responsabilité nationale.

Le Pen a défendu ses propos, en disant qu'elle réaffirmait simplement les positions de l'ancien président François Mitterrand et d'autres chefs d'État. Tout en n'étant que partiellement correct, cela ne dit pas tout de cette affaire. Pourquoi la candidate en tête des sondages au premier tour, particulièrement celle apparemment déterminée à assainir l'image de son parti, s'aventure-t-elle sur un tel sujet ?

La controverse survient alors même que la droite traditionnelle essaye de recadrer le récit national. Le candidat des Républicains François Fillon a fait sa fameuse déclaration selon laquelle la France ne devrait pas se sentir coupable vis-à-vis de ses anciennes colonies : elle n'a pas inventé l'esclavage et elle essayait simplement « *de partager sa culture* » avec les peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du Nord. Cela fait partie de la stratégie plus large de la droite de se débarrasser de ses « complexes » et d'agir « sans inhibition », notamment en réhabilitant le passé colonial de la France.

Le FN a travaillé sur ce même projet pendant des décennies. Sa préoccupation, cependant, va au-delà de la désinhibition : ce parti veut aussi provoquer. De fait, Jean-Marie Le Pen a construit sa notoriété sur cela, décrivant l'Holocauste comme « *un détail* » de la Deuxième Guerre mondiale, faisant des « jeux de mots » sur les fours crématoires et affirmant que l'occupation nazie de la France n'avait pas été « *particulièrement inhumaine* ». En 1989, alors qu'il débattait avec le ministre de l'immigration, Lionel Stoléro, qui était juif, il a répondu à la description par le ministre des descentes de police pour combattre l'immigration illégale par : « *Vous pourriez faire une rafle* ».

En défendant le régime de Vichy, Marine Le Pen réagissait au contexte politique d'aujourd'hui, dans lequel le FN doit se positionner par rapport à une droite traditionnelle de plus en plus radicale. Mais chaque fois que le FN aborde cette période de l'histoire française, il renvoie aussi à ses propres traditions et origines, intégrées dans l'antisémitisme et le négationnisme, la collaboration, le racisme, le colonialisme et le fascisme.

La grande majorité des universitaires et des journalistes écrivant sur le Front national ont évité de donner une réponse explicite à une question : comment et quand le FN a-t-il cessé d'être fasciste ? Ils y répondent implicitement de deux façons différentes.

Certains considèrent le fascisme comme un phénomène spécifique à l'entre-deux-guerres, excluant donc la possibilité d'une formation fasciste contemporaine. D'autres pointent la nouvelle image « respectable » de l'organisation. Les deux explications partagent une indulgence fondamentale vis-à-vis de la démocratie libérale : en ayant vaincu le fascisme et éradiqué les conditions de sa réapparition, le libéralisme pourrait maintenant absorber et domestiquer n'importe quel défi « extrémiste ». Cela permet de comprendre leur empressement à accepter le récit de la dédiablement.

Quand le FN s'est formé en 1972, la direction du parti comprenait d'ex miliciens de Vichy, d'anciens officiers de la Waffen-SS, des vétérans du combat contre l'indépendance de l'Algérie et des militants d'organisations qui recouvrent toute l'histoire de fascisme français, du PPF aux groupes nationalistes révolutionnaires de l'après-guerre comme Jeune nation et Ordre nouveau. Même en laissant de côté ceux qui ont carrément combattu dans la division Charlemagne de la Waffen-SS – la dernière à défendre le bunker d'Hitler – il serait difficile de trouver un groupe aux liens plus directs avec la tradition fasciste.

Les leaders d'Ordre nouveau qui ont fondé le FN avaient une vision claire : ils voulaient rendre le fascisme à nouveau pertinent. Nous le savons parce que, pendant plus d'une décennie, les protagonistes se sont donné beaucoup de mal, dans

divers livres et publications, pour analyser comment le nationalisme révolutionnaire pourrait se reconstruire dans la période de l'après-guerre. Une analyse a résumé le consensus : les circonstances ont changé et « *si la flamme fasciste devait brûler de nouveau, elle ne pourrait brûler de la même façon* ».

Beaucoup de fondateurs du FN, comme l'ancien bras droit de Jean-Marie Le Pen François Duprat, avaient appartenu à Jeune nation. Dominique Venner, un ancien membre de la paramilitaire Organisation armée secrète (OAS), qui a mené une campagne terroriste contre l'indépendance algérienne, était un membre éminent du groupe. Ses disciples ont comparé l'analyse de Venner sur les perspectives du nationalisme révolutionnaire à *Que faire?* de Lénine.

En 1958, Jeune nation a conseillé à ses membres de ne pas effrayer les nouveaux venus ou les jeunes membres avec des sujets qui pourraient les choquer. Par exemple, ils ne devraient jamais aborder « *le problème métèque (...) avec comme perspectives le four crématoire ou la savonnette, et cela quelles que soient les mesures que nous aurons à prendre lorsque nous serons au pouvoir* ». Ils ont conseillé aux militants d'expliquer que la révolution de Jeune nation ferait payer le prix fort aux ennemis de la nation, mais qu'il n'y avait aucun besoin d'indiquer que cela se compterait en dizaines de milliers de morts. L'extrême droite se dédramatisait depuis un moment.

Ces analyses d'après-guerre ont jeté les bases du Front national. Les nationalistes révolutionnaires devaient s'adapter à de nouvelles circonstances. Leur politique a été définie par des buts, pas par des moyens. L'identification avec les régimes d'Hitler et Mussolini ne les mènerait nulle part. La gauche représentait une menace

moins dans la période d'après-guerre ; l'État était devenu plus fort et l'économie plus stable. Tout cela rendait la société moins polarisée.

Les mobilisations armées ne mèneraient plus au pouvoir. Les militants d'extrême droite devaient prouver qu'ils pouvaient diriger – plutôt que renverser – l'État moderne. Il leur fallait sortir de leur « ghetto » et recruter dans des couches plus larges de la population. Un front électoral leur permettrait d'atteindre des partisans périphériques et « *les transformer à notre image* ».

Victor Barthélémy était secrétaire administratif du parti au milieu des années 1970. Ancien communiste, il avait travaillé pour le Comintern à la fin des années 1920 avant de devenir un membre éminent du PPF de Jacques Doriot. Plus précisément, il était devenu secrétaire général du PPF lorsque des centaines de ses membres ont participé à la rafle du Vel' d'Hiv'. Après la guerre, il a aidé à lancer la revue fasciste *Défense de l'Occident* avec Duprat et Maurice Bardèche, qui travaille étroitement avec Le Pen sur l'Algérie et pour la campagne électorale de 1965. Barthélémy a travaillé avec Duprat pour établir la structure du FN, en la basant sur le modèle du PPF d'un parti centralisé complété par des organisations satellites.

À l'instigation de Duprat, la plate-forme du FN s'est focalisée sur l'immigration, en insistant sur les questions économiques et sociales plutôt que sur les enjeux de pureté raciale. L'organisation se présentait comme la droite sociale, populaire et nationale. Comme Nicolas Lebourg et Joseph Beaugard l'ont montré, Duprat a inventé les slogans de Le Pen : « *Les électeurs préféreront toujours l'original à la copie* » et celui d'inspiration nazie, « *Un million de chômeur, c'est un million d'immigrés de trop!* »

Jean-Marie Le Pen reconnaissait franchement que le parti incluait des courants qui avaient historiquement constitué l'extrême droite française, des royalistes aux nationalistes révolutionnaires.

Duprat lui-même ne croyait pas qu'une révolution nationaliste était à l'ordre du jour, mais il pensait vraiment que le FN était la meilleure façon d'y parvenir. Comme Bardèche, il a joué un rôle majeur dans la promotion du négationnisme, publiant une traduction de « *Did Six Million Really Die?* » (« Six millions de morts le sont-ils réellement ? ») écrit par Richard Verrall, membre du British National Front.

---

## DÉDIABOLISATION

---

L'élection de 2002 constitue un tournant significatif dans le développement du FN. Jean-Marie Le Pen a réussi à passer au second tour, où Jacques Chirac l'a sévèrement battu. Deux trajectoires distinctes mais se renforçant mutuellement se sont déployées à la suite de cette élection : la radicalisation de la droite traditionnelle et la prétendue dédédiabolisation de l'extrême droite.

Le cercle rapproché de Chirac a vu sa victoire écrasante comme un « Mai 1968 de droite » et tenait beaucoup à en tirer parti. Ils ont cru qu'ils pouvaient s'approprier la laïcité, jusque-là sujet de gauche. Chirac a mis en place une commission dont les délibérations ont conduit à la loi de 2004 qui a interdit le foulard dans les écoles, institutionnalisant une spirale islamophobe qui ne montre aucun signe d'infléchissement depuis, comme l'a démontrée la ridicule interdiction du burkini l'été dernier.

Nicolas Sarkozy est devenu la figure politique dominante de la première décennie du nouveau siècle. Certains ont prétendu que sa victoire présidentielle en 2007 a montré

qu'il avait neutralisé le FN en occupant son terrain. En fin de compte, cependant, son racisme hyperactif et autoritaire a simplement légitimé le FN, pavant la voie pour sa réapparition en 2012, lorsque Marine Le Pen a obtenu le score le plus important du FN jusqu'alors.

Le FN quant à lui a mal encaissé la défaite de 2002. Le parti a échoué à dépasser la barre des 20 % au second tour et a réalisé ensuite un résultat médiocre lors de l'élection de 2007. Certains membres éminents ont considéré que l'image de Jean-Marie Le Pen posait problème. Quand Marine Le Pen a pris le contrôle du parti, elle a fait de la dédédiabolisation une orientation de sa direction, excluant certains éléments fascistes et prenant ses distances avec l'antisémitisme manifeste de son père. Mais ce changement de rhétorique doit être analysé dans son contexte : depuis 2002, l'intensification de trois processus a modifié les coordonnées de la politique française.

D'abord, le Parti socialiste (PS) a adopté un programme sécuritaire autoritaire. La France est sous état d'urgence permanent depuis fin 2015. Quand un gouvernement socialiste pousse pour intégrer l'état d'urgence dans la Constitution et déchoir de la nationalité française les personnes reconnues coupables de terrorisme, l'autoritarisme draconien du FN – et la menace qu'il fait peser sur la démocratie – n'apparaissent plus si dangereux.

Ensuite, la droite traditionnelle s'est radicalisée. Incapable d'obtenir un consentement enthousiaste aux politiques économiques néolibérales, Sarkozy s'est concentré sur les questions qui ont renforcé le FN : identité nationale, maintien de l'ordre, immigration et islamophobie. Le développement d'un autoritarisme social radical parmi des électeurs de la droite traditionnelle s'est exprimé de la façon la plus spectaculaire dans les mobilisations contre le

mariage homosexuel en 2013, mais aussi dans l'augmentation des comportements racistes et une disposition croissante à voter FN contre les socialistes au second tour des élections.

Enfin, la laïcité s'est transformée en un outil dogmatique, rendant le racisme, particulièrement l'islamophobie, respectable. Au-delà du discours de haine, cela renforce les thèmes traditionnels établis dans la propagande FN : l'identification d'un ennemi intérieur qui doit être isolé et réprimé ; la stigmatisation des immigrés et de leurs descendants dans des termes culturel-religieux plutôt que raciaux ; la désignation des banlieues comme des « territoires perdus » habités par des terroristes potentiels, inassimilables, sans foi ni loi, antisémites et misogynes.

Comme Robert Paxton l'a souligné, pour les organisations fascistes les thèmes sont moins importants que leur fonction. La droitisation du champ politique traditionnel a validé les caractéristiques anciennes de l'idéologie de l'extrême droite française, mais pas nécessairement dans leur forme originale. Parmi celles-ci, il y a le sentiment du déclin national qui exige la régénération par un pouvoir fort et une vigilance et répression constantes d'une « anti-France », des éléments douteux et indisciplinés inféodés à une puissance étrangère. Il faut comprendre la distance publique que le FN a pris avec l'antisémitisme dans ce contexte : quand la stigmatisation et l'isolement des musulmans repose en partie sur leur étiquette d'antisémites, le FN n'a simplement aucun intérêt à amoindrir cette idée.

Dans cet environnement qui se radicalise, le FN, aidé par des médias indulgents, a pu créer l'illusion de modération. Comme Nonna Mayer l'a montré, tandis que les attitudes racistes sont en hausse parmi des électeurs de droite, leur radicalisation est largement devancée par celle des

sympathisants FN (les gens qui votent pour ce parti et s'identifient à lui, mais n'en sont pas membres). Plus de huit sympathisants FN sur dix se décrivent comme racistes, les trois-quarts ont une vision négative des musulmans, plus de la moitié expriment un « *niveau très élevé de préjugés antisémites* », et un tiers n'envisage pas les juifs comme entièrement français et n'a pas d'objection à l'expression « *sale juif* ». En fait, l'antisémitisme a augmenté sous la direction de Marine Le Pen parmi ce noyau dur de l'électorat FN. Avec une dédramatisation comme celle-ci, à quoi ressemblerait la radicalisation ?

Le FN a également prospéré sur d'autres évolutions, telles que le retour des mythes de la guerre froide visant « un ennemi intérieur » et la réactivation de la rhétorique coloniale dépeignant un « autre » inassimilable, lesquelles alimentent un agenda sécuritaire. Bien sûr, l'État-nation s'est toujours défini par ce qu'il exclut, recourant aux paniques morales et à la création d'ennemis internes pour affirmer son autorité en temps de crise. Ce qui a changé dans la politique française moderne, c'est le consensus autour de la sécurité et de la laïcité.

En défendant une forme réactionnaire de laïcité qui exclut les musulmans, la droite traditionnelle a frayé la voie pour que Marine Le Pen se pare de façon crédible d'un manteau républicain, créant ainsi des possibilités infinies pour son parti de réclamer toujours plus de discriminations contre les musulmans.

Le premier débat présidentiel entre les cinq candidats de premier plan a souligné le piège dans lequel des sections significatives de la gauche sont tombées en acceptant cette dérive. Le candidat de la gauche radicale – le républicain nationaliste Jean-Luc Mélenchon – a rappelé à tout le monde qu'il avait soutenu l'interdiction

par Chirac en 2004 du port de symboles religieux ostensibles dans les écoles. Il a ensuite essayé de prendre Le Pen à partie sur son projet d'interdiction du foulard dans la rue. Voulait-elle que la police examine ce que tout le monde porte ? La réponse de Le Pen a mis en évidence la portée que l'adaptation républicaine a donné à l'escalade islamophobe : « *Mais on l'a fait à l'école !* »

Pour le FN, si le racisme et le nationalisme autoritaire peuvent être affirmés sous une forme républicaine respectable, pourquoi le faire d'une autre façon ?

« Les catastrophes du vingtième siècle », comme l'argumente Domenico Losurdo, ne sont pas « *une sorte de nouvelle invasion barbare qui agresse et chamboule à l'improviste une société saine et heureuse* ». Le fascisme s'est développé dans une ère de confrontation politique de masse, de guerres, de révolutions et d'expansion coloniale. Il s'est adapté pour remplir l'espace disponible. Ses uniformes, son élitisme, son anti-égalitarisme, ses notions de hiérarchie raciale et, plus tard, ses camps de concentration et ses exterminations massives, ne sont pas tombés du ciel – ils se sont appuyés sur l'héritage de la domination coloniale et impériale que la démocratie libérale avait déjà normalisée.

Le fascisme n'est pas apparu avec une essence entièrement fixée ou une idéologie formée. Sa politique s'est forgée par rapport aux rivaux et aux circonstances. Comme Michel Dobry l'a montré, le fascisme ne se contente pas d'exister, il se développe. Aujourd'hui, le FN fait précisément ce que le milieu fasciste de l'après-guerre s'était fixé dans les années 1970 : adapter l'héritage fasciste à l'espace disponible, se relier à un large spectre d'électeurs et ensuite « *les transformer à notre image* ».

Les réseaux associatifs et les milieux sociaux qui façonnent la culture interne du

FN, dans lequel des députés et des maires se mélangent avec des membres de groupes d'extrême droite comme le Bloc identitaire et le Groupe union défense (GUD), facilitent ce processus. Le Rassemblement bleu Marine (RBM), une organisation satellite du FN, permet au parti de cultiver des relations non seulement avec des personnes très en vue comme Gilbert Collard et Robert Ménard, mais aussi avec des monarchistes, des nationalistes révolutionnaires et identitaires opérant dans l'orbite du parti. Parmi les candidats du RBM il y avait des membres du groupe laïc réactionnaire Riposte laïque, qui propose une « *islamectomie* » pour la population musulmane de France.

---

## QUEL TYPE DE MENACE ?

---

En 2013 l'ancien leader de Jeune nation Dominique Venner s'est tiré une balle dans la cathédrale de Notre-Dame, en évoquant la menace sur la civilisation française du mariage homosexuel et du « *grand remplacement* », une théorie populaire dans l'extrême droite selon laquelle les Européens blancs sont en cours de remplacement par des immigrants musulmans. Marine Le Pen a répondu à sa mort avec un tweet : « *Tout notre respect à Dominique Venner dont le dernier geste, éminemment politique, aura été de tenter de réveiller le peuple de France* ».

Le FN n'a pas de branche armée organisée et ne peut pas mobiliser des centaines de milliers de personnes dans les rues. Cela signifie-t-il qu'il ne constitue aucune menace pour la démocratie ? Ou simplement que, comme ses fondateurs, ce parti ne croit pas que la conquête du pouvoir exige une forme d'organisation capable de rivaliser avec l'État ?

Après la première percée électorale du FN dans les années 1980, beaucoup ont exprimé leurs préoccupations au sujet du danger d'un président FN ayant accès aux divers aspects autoritaires de la Cinquième République. Le plus inquiétant est l'Article 16 de la Constitution, qui accorde au président le droit de prendre « *des mesures exceptionnelles* » quand les institutions françaises et le territoire sont considérés menacés.

Ces dangers sont beaucoup plus grands aujourd'hui. L'état d'urgence en cours donne à la police le droit d'effectuer des perquisitions, saisir des données et assigner des individus à résidence sans autorisation judiciaire. Des manifestations peuvent être interdites, des couvre-feux imposés, des institutions fermées et des médias censurés. Des groupes de défense des droits de l'homme ont averti que de telles restrictions, excessives et disproportionnées, mènent à un « *État sécuritaire permanent* ».

Le récit de la dédramatisation a obscurci la menace posée par le FN, dans un climat où ceux qui mettent en œuvre l'état d'urgence se radicalisent. L'année dernière, les policiers sont descendus dans la rue pour exiger une plus grande protection, plus de sécurité et de ressources. Ils ont aussi fait face à de fortes critiques pour leur réaction particulièrement brutale aux manifestations contre l'impopulaire loi travail. Cette année, un certain nombre de blessés et de morts aux mains d'officiers ont renforcé le sentiment que la police peut agir impunément.

L'avocat d'un policier accusé d'avoir utilisé sa matraque pour violer un jeune homme noir – une agression si violente que la victime a eu besoin d'une opération chirurgicale majeure sur sa blessure de dix centimètres au rectum – a prétendu que le bâton était entré dans son anus « *par*

*accident* ». Une enquête de police n'a trouvé aucune preuve significative de viol. Dans un entretien télévisé au sujet des conflits entre la jeunesse des minorités et la police, un délégué syndical a déclaré que l'épithète raciste « *bamboula* » était « *à peu près convenable* ». Plus de la moitié des policiers en France vote pour le Front national.

Certains membres et sympathisants du FN pensent qu'une crise à venir exigera l'intervention d'une force autoritaire sous la forme de leur parti. D'autres croient qu'ils peuvent conquérir le pouvoir par les institutions existantes, en forgeant des alliances avec des éléments de la droite traditionnelle partisans de l'autorité et en voie de radicalisation. Ces tensions font partie du processus de développement du parti et de celui de l'extrême droite à travers l'Europe.

En Italie, l'acceptation d'alliances par Gianfranco Fini avec la droite dominante a mené finalement à l'absorption d'Alleanza Nazionale dans le régime des partis, malgré les fortes allégeances fascistes parmi les membres de l'organisation. Le FN résistera probablement à de telles alliances, conservant sa crédibilité comme alternative autoritaire à la politique dominante et conservant le potentiel tant de la radicalisation que de l'absorption.

Ce processus de développement, combinant la respectabilité avec un statut d'outsider, peut être interrompu, dévié, perturbé par divers facteurs, en particulier par les actions de ses adversaires. Pour être efficaces, celles-ci exigeront beaucoup plus que des appels abstraits au sentiment antiraciste et aux valeurs de la République.

**JIM WOLFREYS. LE 20 AVRIL 2017**

Traduit avec l'aimable autorisation de son auteur. Version originale sur le site Jacobin

# QUOI QU'IL ARRIVE, LE DANGER FASCISTE SERA TOUJOURS LÀ AU SOIR DU 7 MAI

INTERVENTION AU MEETING ORGANISÉ PAR UNITED AGAINST  
FASCISM À LONDRES MARDI 2 MAI 2017

**S**i je suis ici pour parler de la France, sachez que chaque démonstration de solidarité, chaque manifestation contre le racisme et le fascisme renforce notre détermination et notre courage. Et parce que la solidarité internationale est déjà l'opposé du fascisme.

Mais je voudrais aussi vous apporter les salutations de ceux et celles que vous verrez rarement dans les médias dominants quand il s'agit de la France, les milliers, principalement des jeunes, qui ont manifesté contre les meetings du Front national pendant la campagne, à Bordeaux, Nantes, Bayonne, Ajaccio, Paris..., les 15 000 manifestantEs du 19 mars contre le racisme et les violences policières à Paris, les lycéenNES de différentes villes qui ont bloqué leurs lycées la semaine dernière contre Le Pen et contre Macron et les 200 000 syndicalistes, antiracistes, antifascistes qui ont défilé hier pour le 1<sup>er</sup> Mai dans toute la France contre le Front national et pour la justice sociale.

---

## POURQUOI ?

---

Et pourtant, malgré cela, Marine Le Pen a gagné près de 8 millions de voix au premier tour de l'élection présidentielle.

Disons d'abord que ce n'est une surprise que pour les hypocrites qui se découvrent soudain – comme Macron et pour combien de temps ? – antifascistes.

Sachez-le, la situation est bien plus grave que ce que vous pensez. Le Front national est arrivé en tête lors des deux dernières élections qui ont eu lieu en France, les Européennes et les Régionales. Il a des centaines de conseillers locaux, municipaux et régionaux, 2 députés déjà au Parlement et la première délégation française au Parlement européen. D'élections en élections le FN a « stabilisé » un électorat de millions de voix et commencé à reconstruire un appareil militant, à s'implanter dans les institutions.

Il y a trois raisons à cette progression qui nous disent aussi des choses sur comment on devrait la combattre.

La première, ce sont les politiques menées, aussi bien par des gouvernements de droite et des gouvernements dits de gauche, contre les travailleurs et les travailleuses, les chômeurs, précaires, les retraitésEs, les habitantEs des quartiers populaires. Ces politiques ont désespéré une majorité de la population. C'est d'ailleurs ce type de politique que nous annonce Macron.

La seconde, c'est que les mêmes, de droite comme de gauche, ont donné de la légitimité au FN par des politiques et des discours de plus en plus racistes et autoritaires, visant en priorité les migrantEs, les Roms et les musulmanEs.

Imaginez que, durant cette campagne, même un candidat comme Jean-Luc Mélenchon, caractérisé comme de « gauche radicale » est allé sur ce terrain. Quand Marine Le Pen a planifié une provocation médiatisée à Beyrouth en demandant à rencontrer le Grand Mufti et refusant, finalement l'entrevue parce qu'elle devait mettre un foulard, Jean-Luc Mélenchon lui a apporté son soutien. Et, pendant sa campagne Il a déclaré que la France n'était pas en capacité d'accueillir tous les réfugiés disant que la solution c'était qu'ils et elle « *restent chez eux* » !

Lors de son meeting à Marseille, Marine Le Pen a ainsi pu déclarer que la bataille idéologique a été gagnée et qu'il s'agissait, pour le FN de gagner maintenant la bataille politique. Pour illustrer cela elle a cité les meetings de La France insoumise où « *les drapeaux bleu-blanc-rouge ont remplacé le drapeau rouge* ».

Enfin, la troisième raison c'est que, depuis 10 ans, toute la gauche, gauche anticapitaliste comprise, a abandonné le combat direct contre le FN faisant accepter l'idée que le Front national

n'était plus fasciste et niant, publiquement, l'idée qu'il pouvait exister un danger fasciste en France.

Disons le clairement. Le Front national n'a pas changé. Si vous en voulez une seule preuve, elle est donnée par des personnes qui connaissent bien le Front national et ses membres. Il y a quelques jours, un des candidats, qui a fait un peu plus de 4 % au premier tour, politicien nationaliste, raciste et réactionnaire a décidé de s'allier avec Marine Le Pen. Certains de ses lieutenants l'ont dénoncé en déclarant qu'ils connaissaient très bien la réalité du Front national et ne pouvaient cautionner cela.

---

## COMMENT FAIRE ?

---

Comment faire ? Partout la question est posée, allez-vous voter Macron au second tour ? Mais la réelle question est plutôt : « Allez-vous vous battre contre le fascisme ? ».

La première tâche, urgente, n'est pas d'argumenter pour qu'il y ait plus de voix pour Macron mais le moins de voix possibles pour Le Pen.

Car chaque voix supplémentaire pour le FN est un pas de plus vers un parti fasciste, un peu plus de confiance encore pour les racistes, les islamophobes, plus de confiance et de violence chez les flics et plus de probabilités d'aller vers des violences extra-institutionnelles aussi contre les migrantEs, les pédés et les gouines, les musulmanEs, les activistes.

Quoi qu'il arrive le danger fasciste sera toujours là au soir du 7 mai et ce ne sera pas tout à fait la même situation si des millions supplémentaires se sont mis à voter pour un parti fasciste... ou pas.

À ceux et celles qui nous exhortent aujourd'hui à voter Macron et qui nous

font la morale, nous disons d'abord : mais où étiez-vous quand nous vous alertions sur le danger, quand nous vous appelions à manifester le 19 mars contre le racisme ? Où étiez-vous quand nous vous appelions à venir manifester contre les meetings du FN, à empêcher qu'il s'implante dans nos quartiers ?

Mais nous disons aussi : vous venez de prendre conscience qu'il y a un danger ? Alors bienvenue, organisons-nous pour faire, réellement, barrage au FN, ne pas lui laisser d'espace, cette semaine, mais aussi la semaine prochaine et les suivantes, recouvrir ses affiches pendant la prochaine campagne des législatives, manifester contre ses meetings, se mobiliser, quartier après quartier, contre ses distributions de tracts.

Organisons-nous aussi pour ne pas laisser le racisme gangréner nos milieux, pour nous unir dans la lutte contre l'islamophobie, aux côtés des migrantEs et sans-papiers, contre les violences policières.

Comme en 2002 avec Chirac, l'appel à voter Macron est dangereux. Paradoxalement il participe à légitimer le Front national en le présentant non comme un ennemi à supprimer mais comme un adversaire sur la scène électorale. Et dans le meilleur des cas il se justifie comme suit : « jusqu'au 7 mai on combat Le Pen (avec le vote Macron) et le 8 mai on combat Macron ».

Comme si la victoire de Macron signifiait la fin de Le Pen et du FN, ou, du moins, la fin de la nécessité d'un combat spécifique contre le FN. Alors que Marine Le Pen aura peut-être gagné 10 millions de voix tout en perdant au second tour ?

Le gouvernement Macron sera le gouvernement le plus instable depuis la naissance de la V<sup>e</sup> République. Il a déjà annoncé qu'il gouvernerait par

ordonnances. Rappelant les types de gouvernements qui se sont succédé dans les dernières années de la République de Weimar en Allemagne et qui ont conduit à Hitler.

---

## RIEN N'EST PERDU

---

Les confrontations sont à venir qui nous dresseront contre l'avancée du danger fasciste. Contre les attaques sociales, pour défendre des emplois, la santé, le logement. Celles qui nous opposeront à la police. Celles qui nous jetteront aux côtés des migrantEs, des Roms, des musulmanEs, des jeunes des quartiers. Celles qui nous dresseront contre les fascistes et leurs tentatives d'imposer leur « ordre » dans nos vies, dans nos quartiers.

La France n'est pas devenue fasciste. Elle est polarisée. Nous sommes nombreux et nombreuses à n'avoir pas voté pour le FN. Plus de 17 millions n'ont pas voté (abstentions, blancs et nuls, non-inscritEs, étrangerEs) et 10 millions ont voté « à gauche ».

Il était dit dans les années 1930 que le fascisme était constitué de poussière humaine, agrégeant des intérêts divers et parfois contradictoires derrière un chef et des haines : de l'étranger, du « déviant », du « rouge »...

Cela n'est vrai que si se constitue contre lui un bloc uni, capable alors de le désagréger.

Il y a urgence. Il n'est plus temps pour personne, voulant prévenir le danger fasciste, de déléguer à qui que ce soit d'autre la nécessité de se lever et de mener le combat.

Comme le dit le slogan « *Tout le monde déteste le FN* ». Faisons-en une réalité.

**DENIS GODARD. LE 2 MAI 2017**

NOUS REPRODUISONS ICI QUATRE TEXTES D'ABORD PUBLIÉS SUR NOTRE BLOG AU PRINTEMPS 2017, QUI NOUS SEMBLENT PERMETTRE DE CERNER PRÉCISÉMENT LA RÉALITÉ DU DANGER FASCISTE AUQUEL NOUS FAISONS FACE... POUR MIEUX COMBATTRE SA RÉSISTIBLE ASCENSION.

LE PREMIER EST UNE PRISE DE POSITION COLLECTIVE AU LENDEMAIN DU PREMIER TOUR DE LA PRÉSIDENTIELLE QUI INDIQUE NOS ORIENTATIONS ET PERSPECTIVES ANTIFASCISTES DANS LA PÉRIODE.

LE SECOND EST ISSU D'UNE INTRODUCTION À LA DISCUSSION ET REVIENT SUR LES CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DU FASCISME ET DE SA DYNAMIQUE, PERMETTANT AINSI D'ÉCLAIRER LA SITUATION PRÉSENTE EN FRANCE.

LE TROISIÈME, TRADUIT DU SITE AMÉRICAIN JACOBIN (WWW.JACOBINMAG.COM), REVIENT SPÉCIFIQUEMENT SUR LE FN.

LE QUATRIÈME EST L'INTERVENTION DE NOTRE CAMARADE DENIS AU MEETING ORGANISÉ PAR UNITED AGAINST FASCISM À LONDRES MARDI 2 MAI 2017.

[WWW.AUTONOMIEDECLASSE.ORG](http://WWW.AUTONOMIEDECLASSE.ORG)



**JUIN 2017**  
PRIX CONSEILLÉ : 2€